

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 93 — 433

5 FEVRIER 1993. — Arrêté royal portant diverses dispositions d'exécution de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire;
Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances, après consultation, par celui-ci, de la Commission des Assurances;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1er. Au sens du présent arrêté on entend par :
la loi : la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire;
l'Office de Contrôle : l'Office de contrôle des Assurances institué par la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

CHAPITRE II. — *Le contrat annexé*

Art. 2. En application de l'article 6 de la loi, lorsqu'il y a contrat annexé, les éléments suivants doivent être fixés dans un document signé par le prêteur et le preneur d'assurance :

- 1^o le crédit auquel se rapporte le contrat annexé;
- 2^o l'acceptation par le prêteur de l'annexion du contrat d'assurance;
- 3^o les obligations assumées par l'emprunteur en vertu de l'annexion.

CHAPITRE III. — *L'entreprise hypothécaire*

Art. 3. § 1er. En application de l'article 41 de la loi, les frais de contrôle sont calculés sur le solde restant dû en cours au 31 décembre auprès des entreprises hypothécaires.

L'Office de Contrôle établit la contribution de chaque entreprise hypothécaire.

Les entreprises hypothécaires doivent verser leur contribution à l'Office de Contrôle dans le délai d'un mois suivant la notification faite par cet Office.

§ 2. Lorsque la publication visée à l'article 39, § 3 de la loi est requise par la situation ou l'acte d'une ou plusieurs entreprises déterminées, ces entreprises supportent les coûts auxquels la publication a donné lieu. Chaque entreprise doit verser sa contribution à l'Office de Contrôle dans le délai d'un mois suivant la notification faite par cet Office.

Art. 4. En application de l'article 43, § 5 de la loi, les entreprises qui sollicitent l'inscription sont tenues de communiquer à l'Office de Contrôle, en double exemplaire, les documents et renseignements suivants :

- 1^o les statuts de l'entreprise ou, si l'inscription est sollicitée par une personne physique, les renseignements concernant son identité;
- 2^o les renseignements concernant l'identité des personnes qui représentent légalement l'entreprise;
- 3^o pour les entreprises ayant leur siège principal ou leur résidence principale en dehors de la Communauté européenne, l'indication du mandataire général visé à l'article 44 de la loi;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 433

5 FEBRUARI 1993. — Koninklijk besluit houdende diverse bepalingen tot uitvoering van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen nadat deze de Commissie voor Verzekeringen geraadpleegd heeft;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In dit besluit wordt bedoeld met :

de wet : de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet;
de Controledienst : de Controledienst voor de Verzekeringen opgericht door de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringondernemingen.

HOOFDSTUK II. — *Het aangehecht contract*

Art. 2. In toepassing van artikel 6 van de wet dienen, in het geval van een aangehecht contract, de volgende gegevens te worden vastgelegd in een document ondertekend door de kredietgever en de verzekeringnemer :

- 1^o het krediet waarop het aangehecht contract betrekking heeft;
- 2^o de aanvaarding door de kredietgever van de verzekeringsovereenkomst als aangehecht contract;
- 3^o de verplichtingen die de kredietnemer draagt krachtens de aanhechting.

HOOFDSTUK III. — *De hypothekonderneming*

Art. 3. § 1. In toepassing van artikel 41 van de wet worden de controledosten berekend op het verschuldigd blijvend saldo in omloop op 31 december bij de hypothekondernemingen.

De controledienst stelt de bijdrage van elke hypothekonderneming vast.

De hypothekondernemingen moeten hun bijdrage aan de Controledienst storten één maand na de kennisgeving door deze Dienst.

§ 2. Wanneer de publikatie bedoeld in artikel 39, § 3 van de wet nodig is omwille van de toestand of de handeling van één of meer bepaalde ondernemingen, dragen deze ondernemingen de kosten waartoe de publikatie aanleiding gegeven heeft. Iedere onderneming moet haar bijdrage aan de Controledienst storten één maand na de kennisgeving door de Dienst.

Art. 4. In toepassing van artikel 43, § 5, van de wet dienen de ondernemingen, om de inschrijving te bekomen, de volgende documenten en inlichtingen in tweevoud aan de Controledienst over te maken :

- 1^o de statuten van de onderneming of de identiteitsgegevens indien de inschrijving gevraagd wordt door een natuurlijke persoon;
- 2^o de identiteitsgegevens van de personen die de onderneming wettelijk vertegenwoordigen;
- 3^o voor de ondernemingen met hoofdzetel of hoofdverblijfplaats buiten de Europese Gemeenschap, de aanduiding van de algemene lasthebber bedoeld in artikel 44 van de wet;

- 4^e le modèle des actes constitutifs visés à l'article 4 de la loi;
 5^e le modèle de prospectus visé à l'article 47, § 2 de la loi;
 6^e le modèle de formulaire de demande visé à l'article 47, § 3, de la loi;
 7^e une note technique contenant l'explication des techniques financières employées;
 8^e l'indication du lieu où les documents et renseignements visés à l'article 43, § 5 de la loi sont conservés.
- Les documents visés aux 4^e à 7^e doivent être établis au moins dans la langue imposée par la loi ou par décret ou à défaut, au moins dans une des langues officielles de la Belgique.

Art. 5. La liste des entreprises inscrites est publiée chaque année au *Moniteur belge* par l'Office de Contrôle.

Art. 6. Il ne peut être fait mention de l'inscription ou du contrôle d'une autre manière que dans les termes suivants :

« Entreprise hypothécaire inscrite par décision de l'Office de Contrôle des Assurances du ».

Art. 7. La renonciation à l'inscription est adressée à l'Office de Contrôle.

Les entreprises qui ont renoncé à l'inscription font l'objet d'une mention séparée dans la liste des entreprises publiée au *Moniteur belge* conformément à l'article 6 du présent arrêté.

Art. 8. En application de l'article 43, § 7, de la loi, les documents et renseignements doivent être conservés en Belgique à moins que l'entreprise hypothécaire ne soit un établissement de crédit établi dans la Communauté européenne, sans succursale en Belgique.

Les documents doivent être conservés pour le contrôle pendant cinq ans au moins après la fin du crédit.

Art. 9. § 1er. Le recours visé à l'article 43, § 8 de la loi est formé par une requête signée par la partie ou son représentant légal ou statuaire ou par un avocat remplissant les conditions prévues à l'article 19, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Le recours doit être introduit dans le mois de la notification de la décision de l'Office de Contrôle.

La requête est accompagnée :

- 1^e de quatre copies de la requête, certifiées conformes par le signataire;
 2^e d'une copie de la décision attaquée;
 3^e d'un inventaire des pièces à l'appui et de quatre copies de celui-ci, certifiées conformes par le signataire.

§ 2. Dans les trois jours de la réception de la requête, le greffier en chef envoie une copie à l'Office de Contrôle.

Dans les huit jours de la réception de cette copie, l'Office de Contrôle transmet au Greffe du Conseil d'Etat un mémoire en réponse et le dossier administratif.

§ 3. Le membre de l'auditorat rédige un rapport sur l'affaire dans le mois de sa désignation.

§ 4. Dans les huit jours du dépôt du rapport, l'affaire est fixée ou renvoyée à l'instruction.

Si la chambre estime qu'il y a lieu d'ordonner des devoirs nouveaux, elle désigne, pour y procéder, un conseiller ou un membre de l'auditorat qui rédige, dans les vingt jours, un rapport complémentaire. Ce rapport est daté, signé, et transmis à la chambre. Si, sur le vu du rapport, la chambre estime que l'affaire est en état, le président fixe l'affaire dans la huitaine.

Dans les deux cas, l'audience a lieu dans un délai de huit jours, à compter de l'ordonnance de fixation.

L'ordonnance fixant l'affaire est notifiée avec les rapports à l'entreprise et à l'Office de Contrôle.

§ 5. L'arrêt doit intervenir dans les quinze jours de la clôture des débats.

- 4^e het model van de vestigingsakten bedoeld in artikel 4 van de wet;

5^e het model van prospectus bedoeld in artikel 47, § 2 van de wet;

6^e het model van aanvraagformulier bedoeld in artikel 47, § 3 van de wet;

7^e een technische nota die een uiteenzetting bevat van de gebruikte financiële technieken;

8^e de aanduiding van de plaats waar de documenten en inlichtingen bedoeld in artikel 43, § 5 van de wet bewaard worden.

De documenten bedoeld in de punten 4^e tot en met 7^e dienen minstens in de taal te worden gesteld die bij wet of decreet wordt opgelegd of bij onstentenis hiervan minstens in één van de officiële talen van België.

Art. 5. De lijst van de ingeschreven ondernemingen wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door de Controledienst.

Art. 6. Van de inschrijving of van de controle mag op geen enkele andere wijze worden gewag gemaakt dan in de volgende bewoordingen :

« Hypothekonderneming ingeschreven bij beslissing van de Controledienst voor de Verzekeringen van ».

Art. 7. De afstand van de inschrijving wordt gericht aan de Controledienst.

De ondernemingen die afstand van de inschrijving hebben gedaan worden afzonderlijk vermeld in de lijst van ondernemingen die overeenkomstig artikel 6 van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. In toepassing van artikel 43, § 7, van de wet moeten de documenten en inlichtingen in België worden bewaard tenzij de hypothekonderneming een kredietinstelling is gevestigd binnen de Europese Gemeenschap, zonder bijkantoor in België.

De documenten moeten voor de controle bewaard worden gedurende minstens vijf jaar na het beëindigen van het krediet.

Art. 9. § 1. Het beroep bedoeld in artikel 43, § 8, van de wet wordt aanhangig gemaakt door middel van een verzoekschrift ondertekend door de partij of haar wettelijke of statutaire vertegenwoordiger of door een advocaat die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 19, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoordeerd op 12 januari 1973. Het moet worden ingediend binnen een maand na de kennisgeving van de beslissing van de Controledienst.

Bij het verzoekschrift worden gevoegd :

- 1^e vier afschriften van het verzoekschrift die door de ondertekenaar vooreenluidend zijn gewaarmerkt;

2^e een afschrift van de bestreden beslissing;

3^e een lijst van de stukken tot staving en vier door de ondertekenaar voor eensluidend gewaarmerkte afschriften ervan.

§ 2. Binnen drie dagen na de ontvangst van het verzoekschrift stuurt de hoofdgriffier een afschrift aan de Controledienst.

Binnen acht dagen na ontvangst van dit afschrift bezorgt de Controledienst een memorie van antwoord en het administratief dossier aan de griffie van de Raad van State.

§ 3. Binnen een maand na zijn aanwijzing maakt het lid van het auditoraat verslag over de zaak.

§ 4. Binnen acht dagen na de neerlegging van het verslag wordt de zaak vastgesteld of voor nader onderzoek verwezen.

Is de kamer van oordeel dat nieuwe opdrachten moeten worden bevolen, dan wijst ze hiervoor een staatsraad of een lid van het auditoraat aan die binnen twintig dagen een aanvullend verslag opmaakt. Dit verslag wordt gedagtekend, ondertekend en aan de kamer bezorgd. Indien de kamer na inzage van het verslag oordeelt dat de zaak in staat van wijzen is, stelt de voorzitter de zaak binnen acht dagen vast.

In beide gevallen vindt de terechtzitting plaats binnen een termijn van acht dagen, te rekenen vanaf de beschikking tot vaststelling.

De beschikking waarbij de zaak wordt vastgesteld, wordt samen met de verslagen aan de onderneming en aan de Controledienst betekend.

§ 5. Het arrest moet binnen veertien dagen na de sluiting van de debatten worden gewezen.

Ce délai peut être prorogé par ordonnance de la chambre, après avis de l'auditeur général sans que la durée totale des prorogations puisse excéder un mois.

§ 6. L'arrêt est notifié à l'entreprise et à l'Office de Contrôle.

§ 7. Sont applicables à la procédure réglée par le présent arrêté, les articles 2, § 1^{er}, 1^e et 2^e, 3^{bis}, 5, 12, 16, 17, 25 à 27, 29, 33 à 35, 37, 40 à 51, 59, 61 à 65, 70, 72, 77, 84, 86, alinéa 2, 87, 88, 93 et 94 de l'Arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

CHAPITRE IV. — Publicité et frais

Art. 10. Au sens du présent arrêté on entend par taux d'intérêt annuel le résultat I de l'équation $(1 + i)^n = (1 + I)$ dans laquelle i est le taux d'intérêt visé à l'article 4, 4^e de la loi et n le nombre de périodes comprises en une année.

Art. 11. Lorsque des données chiffrées sont reprises dans la publicité, elles doivent indiquer à quel type de crédit elles se rapportent, à quelles conditions particulières ou restrictives le crédit peut être soumis et quels autres éléments ces données chiffrées contiennent.

Lorsqu'une donnée chiffrée porte sur un taux d'intérêt, la publicité doit mentionner en tout cas le taux d'intérêt annuel; lorsque ce taux d'intérêt porte sur un crédit soumis à des conditions particulières ou restrictives, ces conditions doivent également être mentionnées.

Art. 12. Les prospectus visés à l'article 47, § 2 de la loi doivent au minimum contenir les éléments suivants :

1^e la dénomination de l'entreprise hypothécaire ainsi que son adresse;

2^e une description des types de crédit que l'entreprise hypothécaire octroie;

3^e le tarif des taux d'intérêt pour les différents types de crédit y compris les réductions ou majorations éventuelles et les conditions d'octroi, ainsi que les taux d'intérêt annuels correspondants; le tarif peut être ajouté au prospectus sous forme d'un document séparé à condition qu'il soit daté et que cet ajout soit mentionné dans le prospectus même; lorsque des ristournes d'intérêt sont accordées, leurs modes de calcul ainsi que les conditions d'octroi doivent être annexés audit tarif;

4^e par type de crédit, un exemple représentatif de calcul de la charge globale à payer en capital et intérêts;

5^e le cas échéant, les modalités de variation des taux d'intérêt;

6^e le tarif des frais et indemnités réclamés par l'entreprise hypothécaire;

7^e la nature des contrats dont l'entreprise hypothécaire exige l'annexion;

8^e la date à partir de laquelle le prospectus est d'application.

Art. 13. Le formulaire de demande visé à l'article 47, § 3 de la loi doit au minimum contenir les éléments suivants :

1^e le tarif des frais réclamés par l'entreprise hypothécaire;

2^e une référence au prospectus qui est d'application et l'indication du lieu où il est disponible;

3^e si le tarif visé à l'article 12, 3^e du présent arrêté est ajouté au prospectus sous forme d'un document séparé, la date dudit tarif.

Art. 14. Les données et mentions visées au présent chapitre doivent être apportées de manière lisible, apparente et non équivoquée.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 15. § 1er. La loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le 1er janvier 1993.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 54 de la loi, les entreprises doivent, pendant une période de deux ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi, mentionner dans leurs contrats de crédit s'il a été fait application, soit des dispositions de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, soit des dispositions de la loi.

Deze termijn kan bij beschikking van de kamer worden verlengd, na advies van de auditeur-generaal, zonder dat de totale duur der verlengingen meer dan één maand mag bedragen.

§ 6. Het arrest wordt aan de onderneming en aan de Controle-dienst betekend.

§ 7. Op de door dit besluit geregelde rechtspleging zijn van toepassing de artikelen 2, § 1^{er}, 1^e en 2^e, 3^{bis}, 5, 12, 16, 17, 25 tot 27, 29, 33 tot 35, 37, 40 tot 51, 59, 61 tot 65, 70, 72, 77, 84, 86, 2e lid, 87, 88, 93 en 94 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

HOOFDSTUK IV. — Reclame en kosten

Art. 10. In dit besluit wordt bedoeld met jaarrrentevoet het resultaat I van de vergelijking $(1 + i)^n = (1 + I)$ waarin i de in artikel 4, 4^e van de wet bedoelde rentevoet is en n het getal periodes begrepen in een jaar.

Art. 11. Wanneer cijfergegevens in de reclame worden opgenomen moet worden vermeld voor welke kredietvorm zij van toepassing zijn, welke de bijzondere of beperkende voorwaarden zijn waaraan het krediet kan onderworpen zijn en welke andere elementen die cijfergegevens bevatten.

Wanneer een cijfergegeven betrekking heeft op een rentevoet, moet de reclame in ieder geval de jaarrrentevoet vermelden; wanneer die rentevoet slaat op een krediet dat onderworpen is aan bijzondere of beperkende voorwaarden, moeten die voorwaarden eveneens worden vermeld.

Art. 12. De prospectussen bedoeld in artikel 47, § 2 van de wet moeten minstens de volgende gegevens bevatten :

1^e de benaming van de hypothekonderneming evenals haar adres;

2^e een beschrijving van de kredietvormen die de hypothekonderneming toestaat;

3^e het tarief der rentevoeten voor de onderscheiden kredietvormen met inbegrip van de mogelijke verminderingen of verhogingen en van de toekenningsvoorwaarden, evenals de overeenstemmende jaarrrentevoeten; het tarief mag afzonderlijk bij de prospectus worden gevoegd op voorwaarde dat het gedagtekend is en dat die bijvoeging wordt vermeld in de prospectus zelf; wanneer interestristorno's toegestaan worden, moeten hun wijzen van berekenen evenals hun toekenningsoverwaarden aan het genoemde tarief gehucht worden;

4^e per kredietvorm, een representatief voorbeeld van berekening van de globale te betalen last in kapitaal en interesses;

5^e in voorkomend geval, de modaliteiten van de verandering van de rentevoeten;

6^e het tarief van de door de hypothekonderneming gevraagde kosten en vergoedingen;

7^e de aard van de contracten waarvan de hypothekonderneming de aanhechting eist;

8^e de datum vanaf wanneer de prospectus van toepassing is.

Art. 13. Het aanvraagformulier bedoeld in artikel 47, § 3 van de wet moet minstens de volgende gegevens bevatten :

1^e het tarief van de door de hypothekonderneming gevraagde kosten;

2^e een verwijzing naar de van toepassing zijnde prospectus en de aanduiding van de plaats waar die beschikbaar is;

3^e indien het tarief bedoeld in artikel 12, 3^e van dit besluit afzonderlijk bij de prospectus gevoegd werd, de dagtekening van dat tarief.

Art. 14. De gegevens en vermeldingen bedoeld in dit hoofdstuk moeten leesbaar, goed zichtbaar en ondubbelzinnig worden aangebracht.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 15. § 1. De wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet evenals dit besluit treden in werking op 1 januari 1993.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in artikel 54 van de wet, moeten de ondernemingen gedurende een periode van twee jaar te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet in hun kredietovereenkomsten vermelden of toepassing is gemaakt van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot regeling van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen dan wel van de bepalingen van de wet.

Art. 16. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 16. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 februari 1993.

BOUDEWIJN

Van Komingswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van Financiën.
Ph. MAYSTADT

F. 93 — 434 (93 — 196)

14 DECEMBRE 1992. — Arrêté royal relatif au contrat type d'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs. — Errata

Moniteur belge n° 22 du 3 février 1993, p. 2064, 2067-2068 et 2070.

L'article 7 droit être lu comme suit :

« Art. 7.

Ne peuvent bénéficier de l'indemnisation :

- a) — la personne responsable du dommage sauf s'il s'agit d'une responsabilité du fait d'autrui;
 - la personne qui est exonérée de toute responsabilité en vertu de l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
- Toutefois, le bénéfice de l'indemnisation reste acquis à la personne partiellement responsable, pour la partie de son dommage imputable à un assuré;
- b) pour leurs dommages matériels lorsqu'ils n'ont pas subi de lésions corporelles :
 - le conducteur du véhicule assuré;
 - le preneur d'assurance;
 - le propriétaire et le détenteur du véhicule assuré;
 - le conjoint de conducteur, du preneur d'assurance, du propriétaire ou du détenteur de ce véhicule;
 - les parents ou alliés en ligne directe de l'une des personnes précitées, pour autant qu'ils habitent sous son toit et soient entretenus de ses deniers.

Ces personnes peuvent toutefois bénéficier de l'indemnisation pour leurs dommages matériels, même s'ils n'ont pas subi de lésions corporelles, lorsque l'action en responsabilité est fondée sur le vice du véhicule assuré. »

L'article 25, 3^e doit être lu comme suit :

« Art. 25.

3^e La compagnie a un droit de recours contre le preneur d'assurance et, s'il y a lieu, contre l'assuré autre que le preneur d'assurance :

- a) lorsque le sinistre survient pendant la participation à une course ou à un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse non autorisés;
- b) lorsque, au moment du sinistre, le véhicule est conduit par une personne ne satisfaisant pas aux conditions prescrites par la loi et les règlements belges pour pouvoir conduire ce véhicule, par exemple par une personne n'ayant pas atteint l'âge minimum requis, par une personne n'étant pas titulaire d'un permis de conduire ou par une personne déchue du droit de conduire. Le droit de recours ne s'applique cependant pas si la personne qui conduit le véhicule à l'étranger a respecté les conditions prescrites par la loi et les règlements locaux pour conduire le véhicule et n'est pas sous le coup d'une déchéance en cours en Belgique, auquel cas le droit de recours est maintenu;

N. 93 — 434 (93 — 196)

14 DECEMBER 1992. — Koninklijk besluit betreffende de model-overeenkomst voor de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen. — Errata

Belgisch Staatsblad nr. 22 van 3 februari 1993, bl. 2064, 2067-2068 en 2070.

Artikel 7 dient als volgt gelezen te worden :

« Art. 7.

Zijn van het recht op schadevergoeding uitgesloten :

- a) — de voor de schade aansprakelijke persoon, behalve indien het de aansprakelijkheid voor andermans daad betreft;
- de persoon die van alle aansprakelijkheid ontheven is op grond van artikel 18 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Het recht op schadevergoeding blijft evenwel verworven ten voordele van de gedeeldelijk aansprakelijke persoon tot beloop van het deel van zijn schade toe te schrijven aan een verzekerde;

- b) voor hun stoffelijke schade wanneer zij geen lichamelijke letsls hebben opgelopen :
 - de bestuurder van het verzekerde rijtuig;
 - de verzekeringnemer;
 - de eigenaar en de houder van het verzekerde rijtuig;
 - de echtgenoot van de bestuurder, van de verzekeringnemer, van de eigenaar of van de houder van dat rijtuig;
 - de bloed- of aanverwanten in rechte lijn van één van de voornoemde personen, voor zover zij bij hem inwonend en door hem onderhouden worden.

Deze personen kunnen evenwel aanspraak maken op de vergoeding van hun stoffelijke schade, zelfs indien zij geen lichamelijke letsls hebben opgelopen, wanneer de aansprakelijkheidsvordering gesteuwd is op een gebrek van het verzekerd rijtuig. »

Artikel 25, 3^e dient als volgt gelezen te worden :

« Art. 25.

3^e De Maatschappij heeft een recht van verhaal op de verzekering nemer en, indien daar toe grond bestaat, op de verzekerde die niet de verzekeringnemer is :

- a) wanneer het schadegeval zich voordoet tijdens de deelname aan een snelheid-, regelmatigheids- of behendigheidsrit of -wedstrijd, waartoe van overheidswege geen verlof is verleend;
- b) wanneer, op het ogenblik van het schadegeval, het rijtuig bestuurd wordt door een persoon die niet voldoet aan de voorwaarden die de Belgische wet en reglementen voorschrijven om dat rijtuig te besturen, bijvoorbeeld door een persoon die de vereiste minimumleeftijd niet bereikt heeft, door een persoon die geen rijbewijs heeft of door een persoon die van het recht tot sturen vervallen verklaard is. Het recht van verhaal wordt evenwel niet toegepast wanneer de persoon die het rijtuig bestuurt in het buitenland aan de voorwaarden voldoet voorgeschreven door de plaatselijke wet en reglementen om het rijtuig te besturen en niet onderhevig is aan een in België lopend rijverbod, in welk geval het recht van verhaal behouden blijft;